

# RAPPORT Décembre 2022



**705**  
Migrant(e)s

**17** Suicides et  
tentatives de suicide

**423**  
Protestations

**Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux**

2, Avenue de France Imm Ibn Khaldoun (la Nationale),  
2ème étage Apt325-Tunis Bab Bhar 1000

TEL. : (+216) 71 325 129 FAX : (+216) 71 325 128

contact@ftdes.net www.ftdes.net

# Rapport du mois de Novembre 2022 sur les protestations sociales

---



## Introduction

Dans un climat où règne la confusion et la déception, l'espace public a été pris par des protestations et des violences infligées aux autres et à soi qui ont été modulées par les souffrances quotidiennes de la population, ayant participé ou pas à ces événements. Quoique le nombre des protestations a diminué, les motifs deviennent de plus en plus urgents et les modalités des mouvances deviennent de plus en plus pressantes.

Malgré le déni des crises économiques et politiques traversées par le pays, la répercussion de ces crises se vit au quotidien. Elle est alors indéniable pour les franges de la population qui subit ses effets, à savoir les personnes les plus vulnérables économiquement. Les besoins vitaux et immédiats que les tunisiens revendiquent directement en manifestant dans les rues ou bien indirectement à travers la violence auto-infligée ou dirigée contre les autres sont d'une importance non négligeable, malgré l'absence de traitement médiatique ou gouvernemental de ces expressions.

Le déni de la gravité de la crise pourrait induire en Tunisie un état de « dépression délibérée »<sup>1</sup> qui crée des déchirures quasi-chroniques dans le tissu social et économiques. Les signes de cet état s'observent dans l'état d'impuissance et de déception dont parlent les tunisiens et dans l'état liminaire et coincé dans un entre-deux dans lequel se trouve politiquement le pays.

Ce rapport est présenté par l'observatoire social tunisien créé par le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) qui s'engage à offrir des outils de suivi et d'analyse des mouvements sociaux, des violences et des suicides. Il s'agira dans ce rapport de décrire et d'introduire une analyse de la situation politico-socio-économique en décembre, de discuter les expressions du

---

<sup>1</sup> "World Bank. 2020. Lebanon Economic Monitor, Fall 2020: The Deliberate Depression. World Bank, Washington, DC. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34842> License: CC BY 3.0 IGO."

malaise continu, et de tenter de comprendre les possibilités de résolution qui s'offrent à moitié.

## Les dynamiques contextuelles

### 1. Les dynamiques politiques :

L'évènement le plus significatif ayant eu lieu durant le mois de décembre en Tunisie semble être le premier tour des élections législatives du 17 décembre 2022. Cet évènement dont le but était d'élire les nouveaux membres de l'Assemblée des représentants du peuple de la Tunisie a été marqué par un important taux d'abstention de la part des électeurs tunisiens. La participation de 11,22% aux élections est un écart spectaculaire par rapport aux élections précédentes qu'a traversé le pays. Ce boycott indique un échec et une impossibilité de sortir de l'impasse politique de manière inclusive pour les citoyens. Il en est résulté une déception politique du régime ultra-présidentialiste de Kais Saied qui comptait sur l'acquisition d'une légitimité populaire via ces élections, tant attendues<sup>2</sup>.

Les médias et l'élite politique déchu ont laissé filer ces élections, sans leur accorder de l'importance et sans investissement majeur de cet événement, par des débats ou des réflexions ou des efforts pour captiver l'attention du public. Cette quasi-indifférence expliquerait le manque de voix et le non-investissement du scrutin par les électeurs et les observateurs. Du côté de la population, ce boycott s'est fait de manière spontanée. Refusant de faire partie d'une énième élection dont le but est d'élire des députés qui n'auront qu'un pouvoir limité et un parlement marginal et impuissant, ils ont simplement décidé de ne pas y participer.

Les conditions présentées dans la nouvelle loi électorale semblant difficiles à remplir ont impliqué que les tunisiens qu'aient pas pu voter que pour un seul candidat dans plusieurs circonscriptions<sup>3</sup>. Les conséquences de ce désaveu à

---

<sup>2</sup> France 24. Après l'échec des législatives, la Tunisie plongée dans une impasse politique, 20 décembre 2022, <https://www.france24.com/fr/afrique/20221220-apr%C3%A8s-l-%C3%A9chec-des-l%C3%A9gislatives-la-tunisie-plong%C3%A9e-dans-une-impasse-politique>

<sup>3</sup> Middle East Eye. Législatives en Tunisie : un scrutin atypique qui renforce le pouvoir présidentiel, 17 décembre 2022, <https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/tunisie-legislatives-scrutin-atypique-renforce-pouvoir-presidentiel-kais-saied-parlement-opposition>

l'égard des élections vont de pair avec le désenchantement populaire observé par rapport à la politique en Tunisie, malgré les tentatives du président de le nier en minimisant les résultats du premier tour et en insistant sur l'intérêt d'attendre le deuxième tour avant de juger le processus électoral<sup>4</sup>.

Ce qui sert la confusion et le manque de discours clairs de la part des acteurs sociaux est le vide politique et l'absence des alternatives. Aussi bien du côté de l'opposition que du côté du camp présidentiel, ce vide persiste. Il expliquerait l'incapacité de faire face à l'état actuel, dans le dialogue ou la protestation. A travers ce vide, la légitimité présidentielle demeure difficile à questionner. L'impasse a multiples faces dont l'impasse légale qui découle à la fois des agissements et discours présidentiels, ainsi que par un facteur systémique, qu'est la nouvelle constitution qui prévoit mal les mécanismes qui peuvent remettre en cause le pouvoir présidentiel. Cela influence les mouvements sociaux recensés, qui peinent à se rendre visible et se doter d'un pouvoir, à cause de l'absence de vis-à-vis, vers qui s'adresser.

L'impuissance d'écouter ou de répondre aux manifestations influence les modalités par lesquelles la population intériorise l'impuissance et l'apprend. La baisse du nombre des mouvements sociaux et l'augmentation de celui des violences témoignent de la frustration ressentie face à l'absence d'horizons politiques.

Parallèlement au déni et au « laissez faire » autoritaire, des menaces à la liberté de l'expression se dévoilent à partir des gardes à vues et plaintes aux tribunaux suite à la mise en œuvre du Décret-loi n° 2022-54 du 13 septembre 2022, relatif à la lutte contre les infractions se rapportant aux systèmes d'information et de communication. L'interprétation large de ce décret présidentiel pourrait permettre la pression et l'oppression des journalistes, des tireurs d'alarme et des citoyens tunisiens en général<sup>5</sup>. La poursuite de Ayachi Hamami illustre bien les

---

<sup>4</sup> France 24. Tunisie : participation très faible aux législatives boycottées par l'opposition ,17 décembre 2022, <https://www.france24.com/fr/afrique/20221217-tunisie-participation-tr%C3%A8s-faible-aux-l%C3%A9gislatives-boycott%C3%A9es-par-l-opposition>

<sup>5</sup> France 24. Tunisie : la liberté de la presse en danger ?, 18 décembre 2022, <https://www.france24.com/fr/vid%C3%A9o/20221218-tunisie-la-libert%C3%A9-de-la-presse-en-danger>

possibilités de répression, suite à la simple formulation de critiques à l'égard de la justice en place<sup>6</sup>.

Généralement, la situation politique en Tunisie continue à être rythmée par le décalage entre réalité socio-économiques et fantaisies politiques. Ce décalage dans les discours sur le politique et l'économique indiquerait l'incapacité de gérer les conditions concrètes. Face à la continuité de ce décalage et ce ressenti d'impuissance, nous observons une auto-censure de la part de la population qui se démontre par la baisse du nombre des mouvements sociaux, le refus de participer aux élections et les frustrations quotidiennes se démontrant par la violence, le vandalisme ou la mort provoquée.

## **2. Les dynamiques socio-économiques :**

Avec la période d'incertitude politique qui se poursuit depuis des mois, les incertitudes socio-économiques continuent de menacer et fragiliser l'Etat tunisien, toujours pris dans des négociations monétaires et encore proie à une baisse du niveau de vie de ses citoyens. Les indicateurs économiques annoncent une situation compliquée et l'état de confusion politique ne soulage point la situation. En effet, depuis le mois de novembre, les prix à la consommation ont progressé de 0,1%. La hausse des prix des services de transport de 2,6%, les produits d'habillement de 1,5% et des prix des produits alimentaires de 0,2% expliquent cette hausse. Les besoins hivernaux de vêtements et l'application des nouvelles tarifications de transport sont les facteurs principaux de ce changement des prix.

De plus, le taux d'inflation a augmenté à 10,1% en décembre 2022, après 9,8% en novembre. Les prix de l'alimentation ont augmenté de 14,6% en un an, en raison de l'augmentation des prix des œufs, des viandes ovines, des huiles alimentaires, des viandes bovines, et des légumes frais. L'augmentation des prix de ces aliments faisant partie des habitudes alimentaires des tunisiens impliquerait le changement de ce style, la détérioration de la qualité des produits achetés, qui entraîneraient des conséquences sur la santé physique et mentale des citoyens au long terme. En plus du besoin humain primaire qu'est

---

<sup>6</sup> Jeune Afrique. L'avocat tunisien Ayachi Hammami poursuivi pour avoir critiqué la justice, 4 janvier 2023, <https://www.jeuneafrique.com/1405880/politique/lavocat-tunisien-ayachi-hammami-poursuivi-pour-avoir-critique-la-justice/>

l'alimentation, les prix des produits manufacturés ont augmenté de 10,2% en raison de la hausse des prix des matériaux de construction, des produits de l'habillement, et des produits d'entretien courant du foyer. Les prix des autres services dont le transport, les services hospitaliers, et la restauration ont également augmenté<sup>7</sup>. Les prix des carburants ont également augmenté à cinq reprises pendant l'année 2022. L'inflation touche ainsi toutes les sphères prioritaires de la vie quotidienne des tunisiens. Parfois, des pénuries précèdent ou accompagnent la hausse des prix. Ces pénuries ont touché pendant le mois de décembre des aliments de base comme le lait, la farine, le café, le sucre et l'huile, ainsi que des médicaments dont certains qui sont prescrits pour des maladies chroniques nécessitant la continuité des soins.

La crise économique continue alors d'étouffer la population tunisienne, tandis que les politiques attendent une intervention et un prêt dont l'accord a subi des reports et de nombreux va-et-vient. La population réagit à cette crise de différentes manières, ancrées dans la souffrance et le manque. Plusieurs violences et vols ont été documentés durant ce mois, ainsi que des cas de vandalisme où des groupes précaires consomment de la seule manière qui leur est disponible. Ce qui s'est déroulé au quartier pauvre « Lakanya » où un groupe d'habitants ont attaqué un camion transportant des bières pour prendre ce qui était dans le camion ayant fait un accident illustre bien la frustration des masses et une dramaturgie derrière un acte de consommation publique forcée qui défie les normes sociales.

La loi des finances de 2023 vient avec ses mesures contraignantes ajouter une couche au blocage des administrations et des entreprises et renforcer les facteurs structurels de la crise. Prévoyant un déficit de près de 7,5 milliards de dinars en 2023, cette loi annoncerait selon les experts la fin des institutions tunisiennes, puisqu'elle obligerait l'Etat d'emprunter de l'argent aux banques tunisiennes pour financer ses institutions. Le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Noureddine Taboubi, a affirmé que « cette loi est celle du fisc et elle contribuera à appauvrir encore plus les Tunisiens. (...) Ce gouvernement est en train d'escroquer les Tunisiens »<sup>8</sup>. Plusieurs acteurs

---

<sup>7</sup> INS. Indice des prix à la consommation, Décembre 2022, <http://www.ins.tn/publication/indice-des-prix-la-consommation-decembre-2022>

<sup>8</sup> La presse. Loi de finances 2023 | Avis des experts : Encore de la pression fiscale !, 31 décembre 2022, <https://lapresse.tn/147761/loi-de-finances-2023-avis-des-experts-encore-de-la-pression->

sociaux à degré d'expertise variable ont critiqué cette loi, commercialisée cependant comme outil de défense de la frange la plus vulnérable de la population.

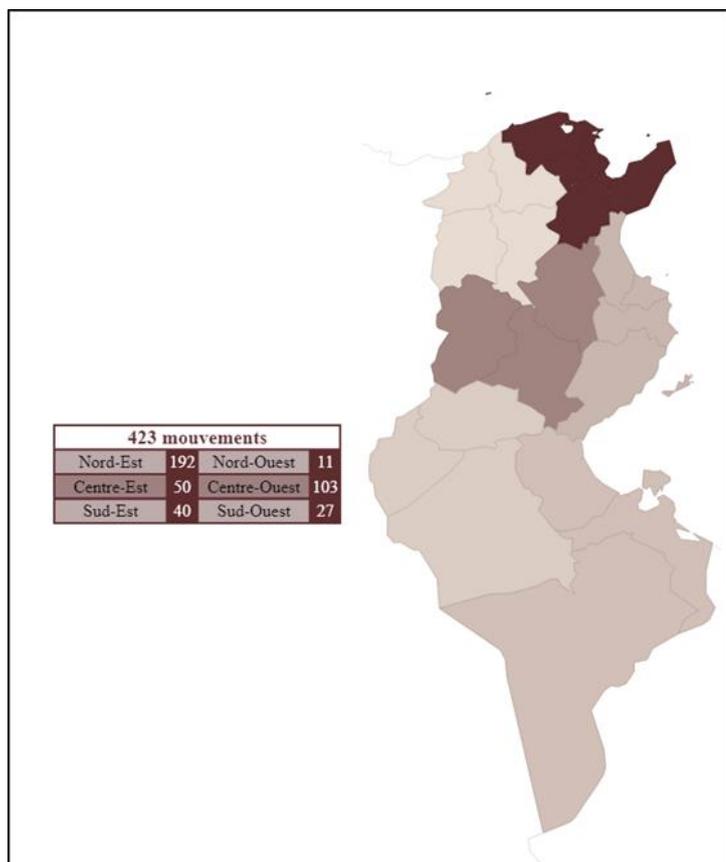
Dans une quête quotidienne de la khobza, la population tunisienne est prise dans des évènements de protestations, de violences dirigées contre l'autre et auto-infligée. Dans ce qui suit, les manifestations des événements ayant eu lieu en décembre seront décrites et analysées.

## Les mouvements sociaux

Les mouvements sociaux ayant eu lieu durant décembre ont été touché par le climat politique et socio-économique que traverse le pays, ainsi que par des facteurs contextuels. Ce mois qui depuis une dizaine d'année annonce le commencement des protestations subit en 2022 un virage vers un calme relatif, qui serait autant significatif et parlant que les émeutes les plus radicales.

### 1. Distribution géospatiale

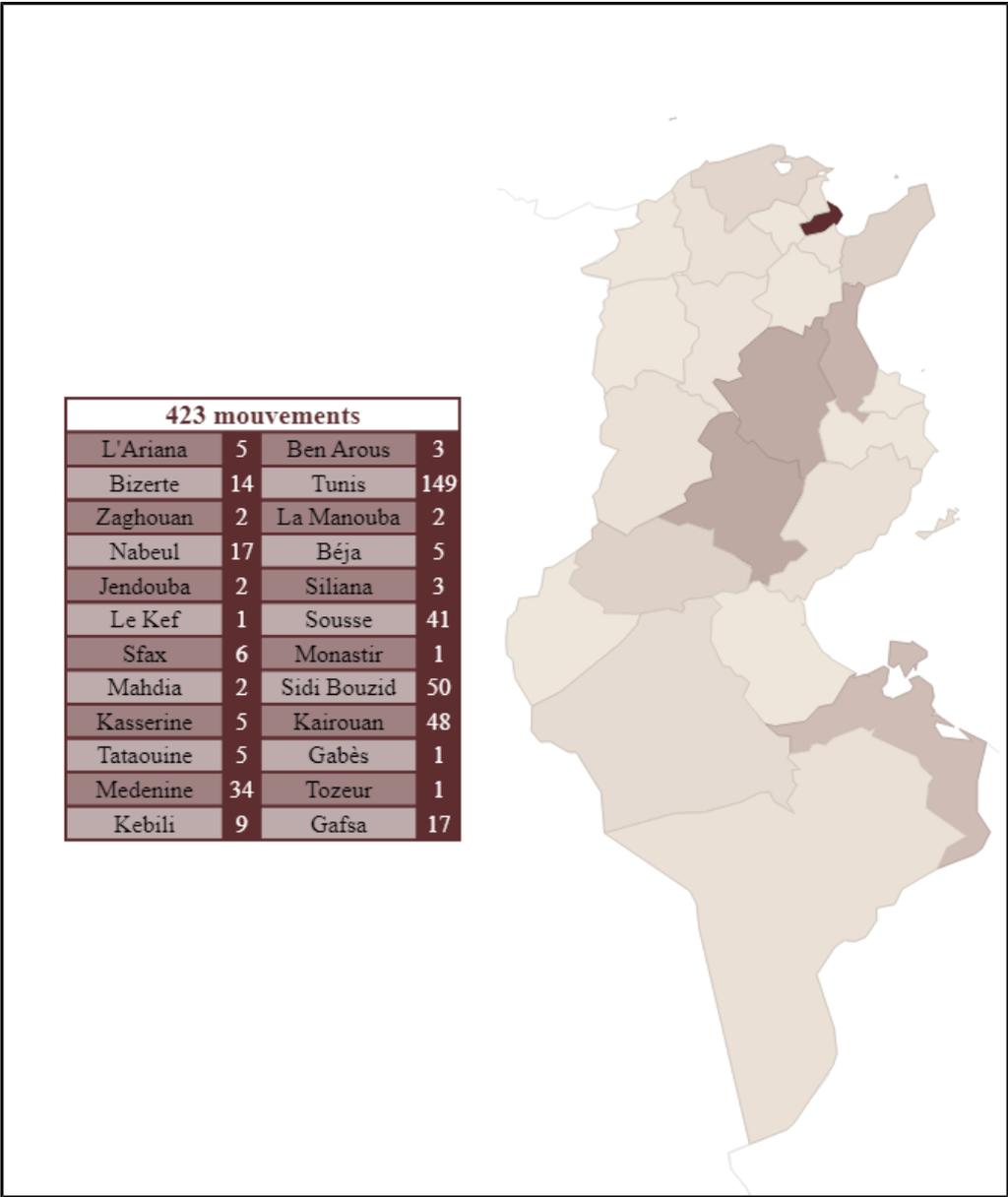
423 mouvements protestataires ont été recensés durant le mois de décembre 2022, après l'enregistrement de 591 mouvements sociaux en novembre 2022 et de 889 en octobre 2022. La courbe descendante des mouvements de protestations s'établit comme nouvelle norme suite à des mois de baisse, malgré la participation des divers acteurs dont les enseignants en grève et manifestant. Les régions ayant enregistré les nombres les plus élevés sont le nord-est qui a enregistré 192 protestations et



[fiscale/#:~:text=Selon%20la%20loi%20de%20finances,%C2%BB%2C%20a%20d%C3%A9clar%C3%A9%20Ezzeddi ne%20Sa%C3%AFdane.](#)

le centre-ouest qui en a enregistré 103, suivies par le centre-est qui en a enregistré 50. La cartographie des protestations demeure donc stable, par rapport aux mois présents. La continuité de la logique des protestations pourrait être notée, en prenant en compte l'essoufflement de ces derniers sous le poids du temps et de la fatigue militante.

Quant aux villes ayant enregistré les nombres les plus élevés des protestations, Tunis se situe au premier rang, tant qu'elle a enregistré la majorité des mouvements, c'est-à-dire 149. Sidi Bouzid, Kairouan, Sousse, et Médenine ont également enregistré des nombres non négligeables, tandis que d'autres villes comme le Kef, Jendouba, Monastir, Gabes, Tozeur en ont enregistré des nombres réduits, comparé aux mois précédents.



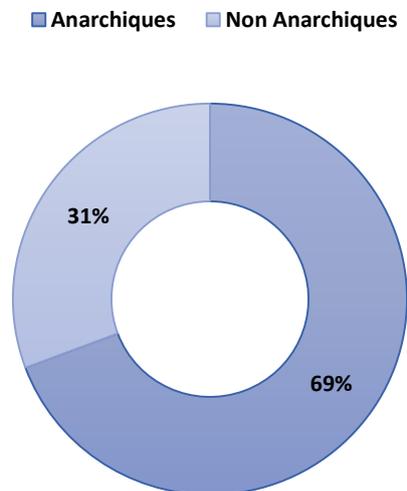
## 2. Distribution genrée

La majorité des protestations ont été inclusives d'un point de vue genré. 85,6% ont connu la participation de femmes et d'hommes, alors que 13,7% ont été exclusivement réservées aux hommes et qu'un pourcentage de 0,7% a été celui où les protestations étaient réservées aux femmes exclusivement.

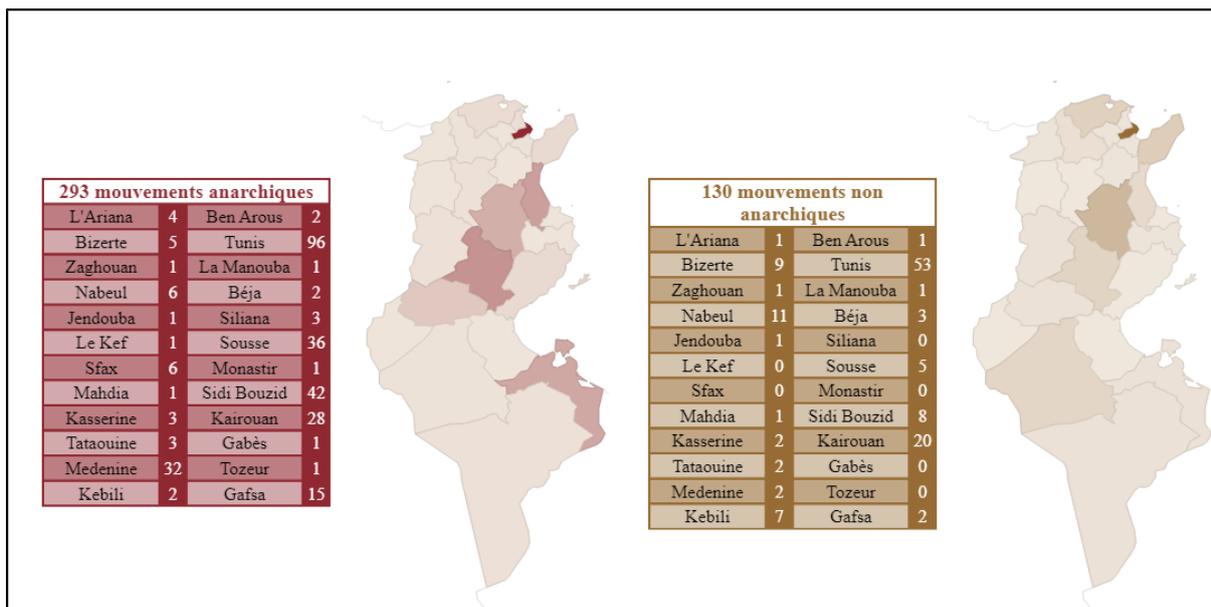


## 3. Mouvements « anarchiques » vs. Mouvements « non anarchiques »

69,3%, c'est-à-dire 293 des mouvements recensés peuvent être décrits comme anarchiques, alors que 30,7%, c'est-à-dire 130 protestations peuvent être considérées non anarchiques.

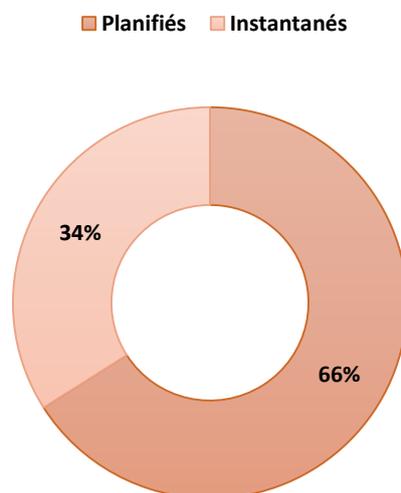


En ce qui concerne les gouvernorats où ces mouvements ont eu lieu, les gouvernorats de Tunis, Sousse, Sidi Bouzid et Médenine ont enregistré le nombre le plus élevé de mouvements « anarchiques », alors que Tunis, Kairouan, Bizerte, Sidi Bouzid ont enregistré celui des mouvements « non anarchiques ». Un mouvement de répétition s'observe donc, où les mêmes gouvernorats prennent les devants en fonction des particularités de leur scène revendicative.



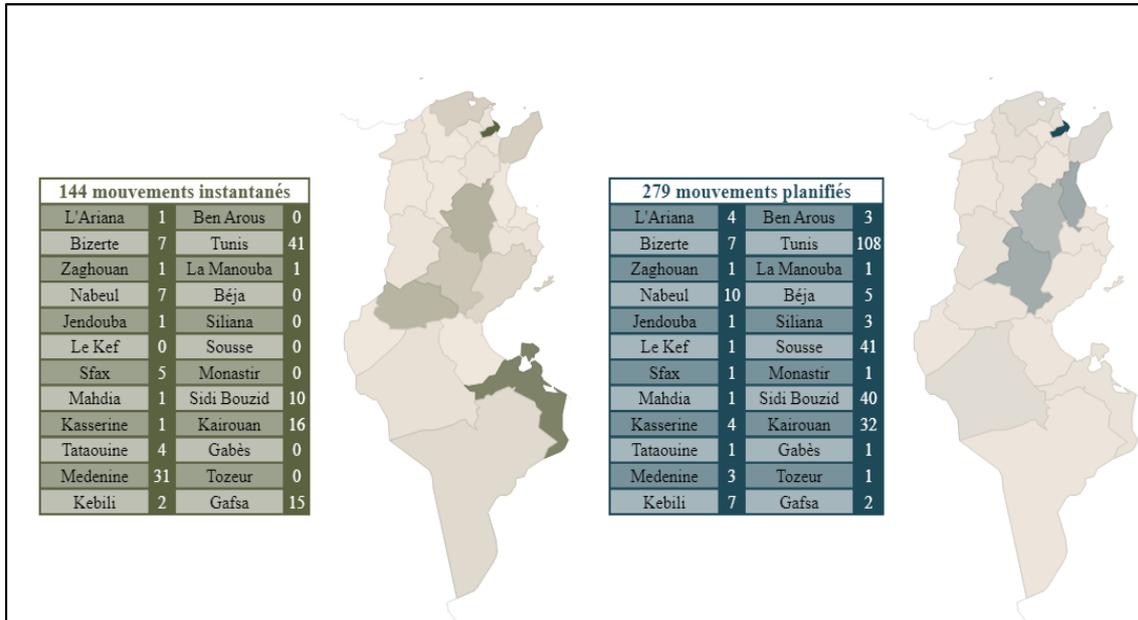
#### 4. Mouvements planifiés vs. Mouvements instantanés

En décembre 66% à savoir 279 mouvements sociaux ont été planifiés à l'avance, alors que 34% à savoir 144 ont été déclenchés de manière instantanée. Le nombre des mouvements planifiés recule par rapport aux mois précédents, ce qui indique la montée des mouvements qui s'enflamme de façon rapide et instantanée, sous le poids de la colère populaire.



Les mouvements instantanés ont été recensés majoritairement dans les gouvernorats de Tunis avec 41 protestations, Médenine avec 31 protestations, et Kairouan avec 16. Quant aux mouvements planifiés, ils ont eu lieu à Tunis avec

108 protestations, Sousse qui a enregistré 41 protestations, et Sidi Bouzid où 40 protestations ont eu lieu.



## 5. Les acteurs

Les acteurs sociaux qui ont participé aux mouvements sociaux de décembre 2022 sont majoritairement des ouvriers représentés par 22% du total des acteurs, de 19% par des habitants, 14% par des journalistes, 12% par des chômeurs, et de 8% par des étudiants. D'autres figures diversifiées ont également pris part aux protestations de décembre, à savoir des personnes à besoin spécifiques, des parents, des commerçants, des activistes, des jeunes, des agriculteurs, des chauffeurs de taxi et chauffeurs privés, des ouvriers de chantier, des enseignants, des avocats et des agents sécuritaires, etc.

## 6. Les motifs des protestations

Les revendications derrière les protestations impliquent majoritairement c'est-à-dire 40% du pourcentage total, les droits des travailleurs dont l'amélioration des conditions de travail par 9%, la régularisation par 10%, la protestation à la non-application d'accords convenus précédemment. 15% sont motivées par la manifestation d'un soutien public à une personne, 20% impliquent la protestation contre une décision présidentielle ou ministérielle. Les raisons des protestations ont également été motivées par des revendications liées à

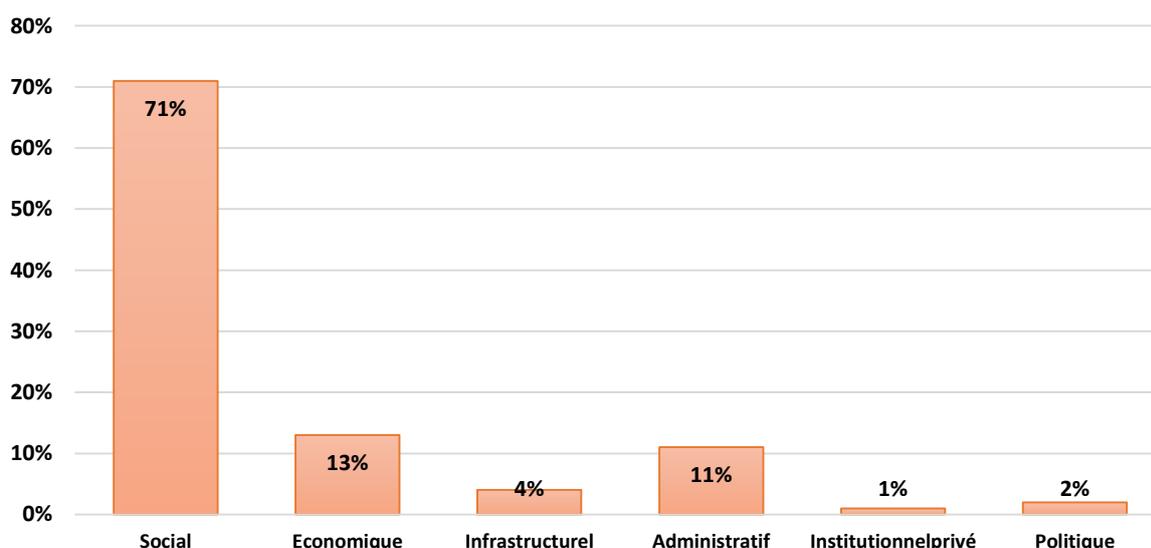
l'environnement, l'infrastructure, les services publics, le système éducatif et l'agriculture.

## 7. Les cibles des protestations

A l'instar des mois précédents, la cible primaire des protestations est l'autorité central vers qui se dirige 66% des revendications. Les instances de cette autorité centrale sont ciblées de différentes proportions. La présidence du gouvernement enregistre 10% des pistes ciblées par les protestations, alors que le gouvernement enregistre 49% (ministère du travail, ministère de l'éducation, ministère de l'agriculture, ministère de l'industrie, etc.). Parmi d'autres cibles, 4% des mouvements sociaux ciblent des organismes privés, 4% sont dirigées contre des employeurs, et 6% ciblent les institutions éducatives.

## 8. Les secteurs ciblés

Parmi les secteurs ciblés par les mouvements sociaux enregistrés en décembre, 71% des protestations sont de nature sociale, 13% sont économiques, 4% sont en lien avec l'infrastructure, 11% sont administratifs, 1% sont en lien avec des institutions privées et 2% sont de nature politique. La primauté des mouvements de nature sociale et économique sont des indicateurs de l'importance de ces questions pour les citoyens tunisiens, durant la conjoncture actuelle. Les besoins qui animent les protestations sont de plus en plus tournées vers la survie quotidienne, dans le cadre d'une crise socio-économique qui se généralise.



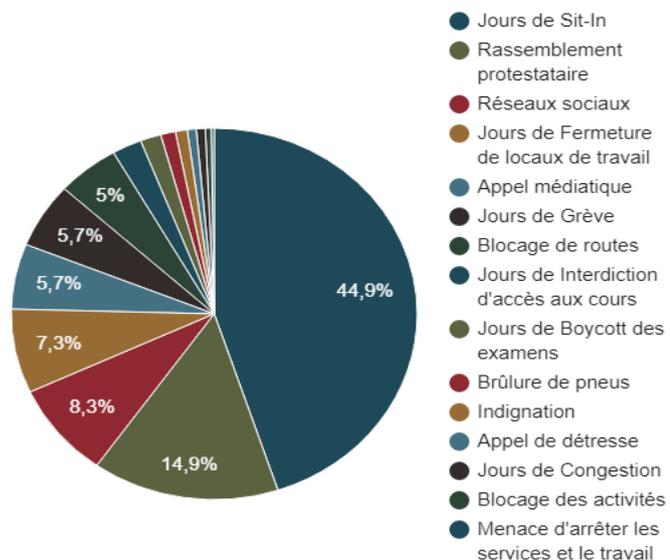
Les secteurs touchés sont ainsi le secteur public qui a englobé 36% des protestations, le secteur privé qui a inclut 20% des protestations, le secteur juridique avec 17% des mouvements sociaux, et le secteur éducatif avec 14%. D'autres secteurs ont été touchés également, à savoir la santé avec 5%, la sécurité avec 5%, l'accès à l'eau avec 2%, le secteur agricole avec 4%, et le transport avec 2%. A l'instar des mois précédents, le secteur public est la cible des revendications de ses attachés, en raison de la forte prévalence des mouvements de salariés dans le secteur public. Le recul du mouvement des enseignants a changé la cartographie des secteurs des mouvements sociaux. Néanmoins, les mêmes préoccupations sont présentes chez un nombre considérable de la population.

## 9. Les formes de protestation

Comme de coutume, la majorité des protestations ont été des sit-in, c'est-à-dire plus que 190 sit-in en jours et plus que 47 sit-in en nombre total.

44,9% des protestations ont donc été des jours de sit-in, 14,9% étaient des rassemblements protestataires, 8,3% étaient des mouvements observés sur les réseaux sociaux, 7,3% étaient des jours de fermeture des locaux de travail, 5,7% étaient des appels médiatiques, 5,7% étaient des jours de grève, 5,7% étaient des blocages de routes, et 5% étaient des jours d'interdiction d'accès aux cours.

Les autres protestations recensées étaient du boycott des examens, la brulure des pneus, l'indignation, des appels de détresse, des jours de congestion, des blocages d'activités, ainsi que des menaces d'arrêter les services et le travail.



## 10. Les espaces de protestation

Les espaces de protestations étaient divers. 22% étaient basés dans les espaces de travail, 22% étaient sur les routes, 13% étaient dans des espaces public, 11% étaient dans des institutions éducatives, 11% sur les réseaux sociaux, 11% à la Kasbah, 9% devant les sièges sociaux des administrations, 7% devant le palais présidentiel, 5% sur les médias, 3% devant les sièges du gouvernement et 2% devant ceux des délégations. Le théâtre municipal, les sièges des ministères, le siège de la présidence, les postes sécuritaires, les institutions juridiques, les hôpitaux, les services publics et l'avenue Habib Bourguiba ont également été des lieux de prédilection pour les protestations du mois de décembre.

Il était question durant ce mois d'une diminution claire du nombre des mouvements sociaux. L'absence de cibles capables d'absorber les revendications<sup>9</sup> et le caractère ambigu des décisions présidentielles et gouvernementales font en sorte que l'impuissance s'installe. Les protestations sont désormais vues comme incapables de changer la réalité socio-économique et politique, d'où le désintérêt de la population qui s'est observé en décembre. Le choix entre désertion et protestation penche du côté du « lâcher prise » et de la désertion des individus<sup>10</sup>. La question sur laquelle se focalisent les attentions est désormais les besoins vitaux et immédiats des habitants qui cherchent à être satisfaits, dans un état de crise économique difficile à dénier<sup>11</sup>.

Des questions pressantes telles que l'environnement sont absentes des discours et des solutions semblent par conséquent difficiles à établir. Les manifestations environnementales et liés au climat qui se détériore dans le pays sont peu médiatisées et les revendications portées par les militants portant la cause de l'environnement sont négligées. Le manque de pluie et les conditions de la saison agricole qui sont rapportées par les activistes et les agriculteurs ont été les motifs des manifestations, demeurant marginales. Les politiques publiques en matière de préservation de l'environnement en tant de changement climatique semblent manquantes et l'Etat semble se trouver dans une situation pour laquelle il n'est pas prêt.

---

<sup>9</sup> Mouffe, Chantal. L'illusion du consensus. Albin Michel, 2016.

<sup>10</sup> Bourdieu, Pierre. "Note brève sur l'antinomie de la protestation collective." *Propos sur le champ politique* (2000): 90.

<sup>11</sup> Zollmann, Elisabeth. "Protester en temps de crise: les mouvements sociaux en Allemagne." *Allemagne d'aujourd'hui* 4 (2014): 244-256.

Le même traitement persiste pour les mouvements des travailleurs comme le mouvement des ouvriers journaliers et de chantier, les protestations dans des usines dans différentes villes comme Beja, Ben Arous et Zarzis et le mouvement des enseignants qui fait son retour dans l'espace public vers la fin du mois de décembre. Le retour de ce mouvement signifiant s'est annoncé comme suite à l'impasse qui a duré pendant des mois malgré les négociations, les promesses et les conventions signées entre ministère, syndicat et représentants du groupe des enseignants suppléants.

Le silence qui accompagne les mouvements sociaux s'est accompagné par un climat d'élections législatives et de méfiance générale de la part des décideurs. Pour la première fois depuis la révolution, décembre n'a pas résonné avec une montée du nombre des mouvements sociaux. Au contraire, nous avons assisté à une baisse remarquable. La déception qui touche le climat protestataire ainsi que le retour aux pratiques répressives devraient alarmer les observateurs et les acteurs sociaux.

# La migration non-réglementaire en Décembre 2022

---



Les tentatives d'immigration irrégulière décroissent généralement au cours du mois de décembre en raison des facteurs climatiques. Néanmoins, le mois de décembre 2022 était exceptionnel, puisque 705 immigrés de nationalité tunisienne sont arrivés sur les côtes italiennes. La nationalité tunisienne est classée au deuxième rang à l'échelle mondiale cette année en termes d'arrivées irrégulières aux côtes italiennes.

Malgré les mesures de sécurité strictes sur les côtes tunisiennes, que ce soit par voie terrestre ou maritime, les tentatives de migration irrégulière se multiplient. Les autorités tunisiennes ont déjoué 185 opérations de traversée, soit une augmentation de 115 % par rapport à décembre 2021, dont 77,25 % par voie maritime et 22,75 % par voie terrestre. 142,3% des migrants irréguliers ont été empêché de traverser, dont 61,76% sont des ressortissants non tunisiens et 38,24% des ressortissants tunisiens.

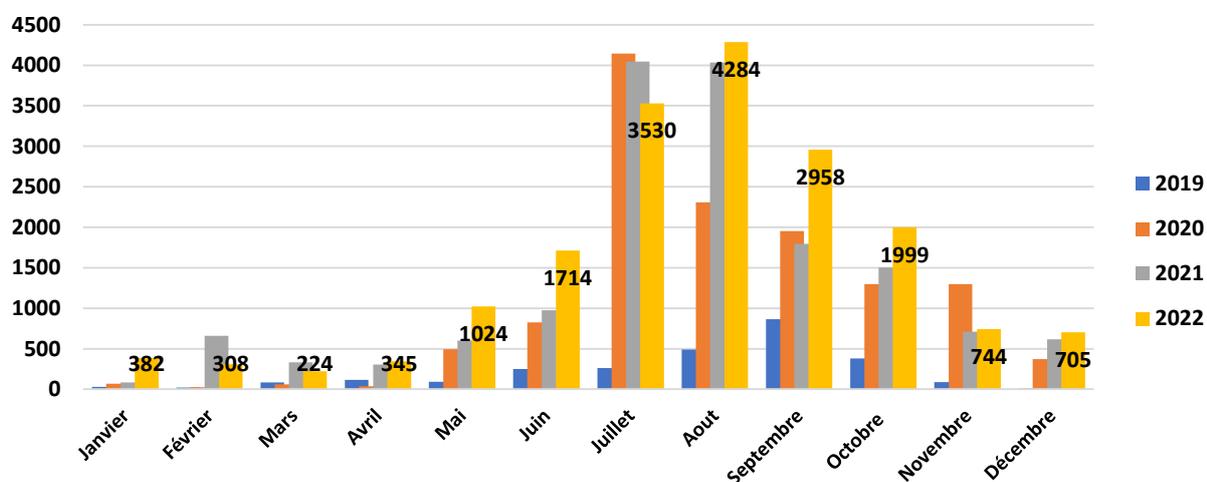
Le gouvernorat de Sfax reste le premier exportateur d'opérations migratoires irrégulières, ou 38,35% des opérations de traversée ont été déjouées, le gouvernorat de Monastir arrive en deuxième rang avec un taux de 18,62%, et les gouvernorats de Mahdia et Nabeul avec un taux de 17,64%, et le reste des opérations déjouées se répartissent sur les côtes tunisiennes à peu près au même rythme

La Garde navale tunisienne recourt à des moyens violents pour mener des opérations visant à empêcher les migrants de traverser, ce qui met leur vie en danger. Les immigrés rescapés postent successivement sur les réseaux sociaux des vidéos documentant les manœuvres dangereuses des gardes marins lors des opérations de refoulement, qui recourent les récits des gardes marins ces dernières années « sur la résistance des migrants aux refoulements par des moyens violents ». Au cours de l'année 2022, la Garde navale et la Marine tunisiennes ont déjoué l'arrivée de plus de 38372 immigrants dans l'espace européen via la route maritime de la Méditerranée centrale.

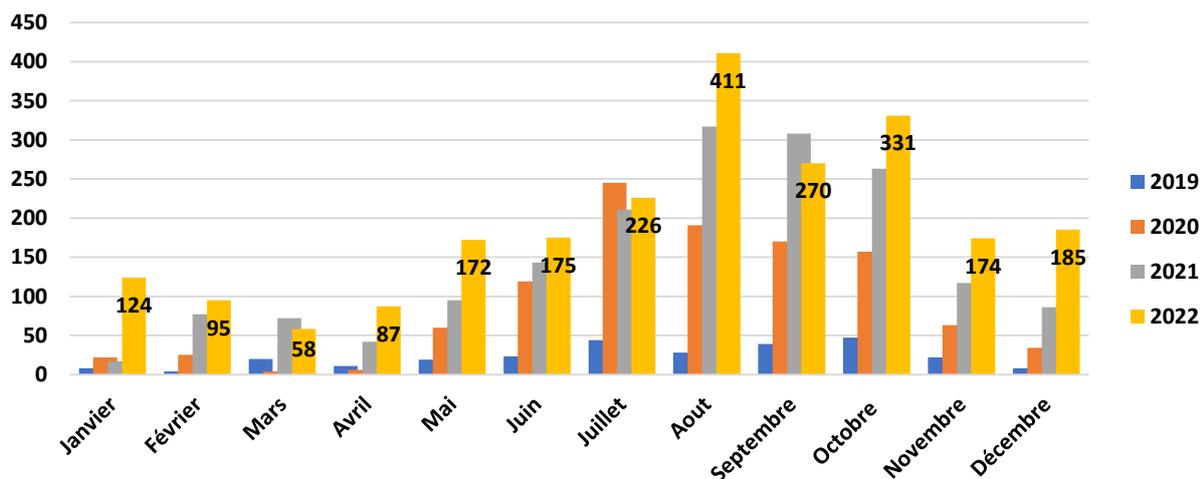
## Comparaison des mêmes périodes durant 2019-2020-2021-2022

Mois	2019			2020			2021			2022		
	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés
Janvier	31	8	177	68	22	316	84	17	463	382	124	1155
Février	21	4	46	26	25	571	660	77	1273	308	95	1036
Mars	85	20	323	60	4	137	334	72	882	224	58	886
Avril	116	11	166	37	6	99	307	42	409	345	87	1515
Mai	94	19	249	494	60	1243	601	95	2487	1024	172	2658
Juin	249	23	254	825	119	1611	977	143	2120	1714	175	2086
Juillet	262	44	608	4145	245	2918	4044	211	2993	3530	226	3226
Out	489	28	515	2306	191	1621	4035	317	5582	4284	411	5713
Septembre	864	39	500	1951	170	2035	1796	308	3199	2958	270	3882
Octobre	381	47	750	1300	157	1349	1504	263	2739	1999	331	5584
Novembre	90	22	501	1298	63	849	713	117	1969	744	174	4034
Décembre	8	8	88	373	34	717	616	86	1541	705	185	3734
Les données												
Total	2690	273	4177	12883	1096	13466	15671	1748	25657	18148	2903	38372

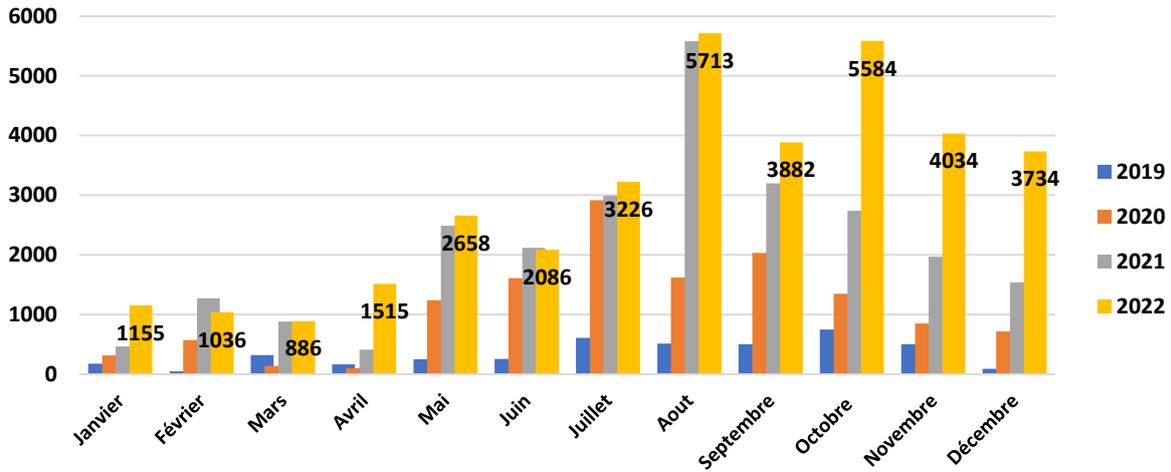
### Nombre d'arrivées en Italie



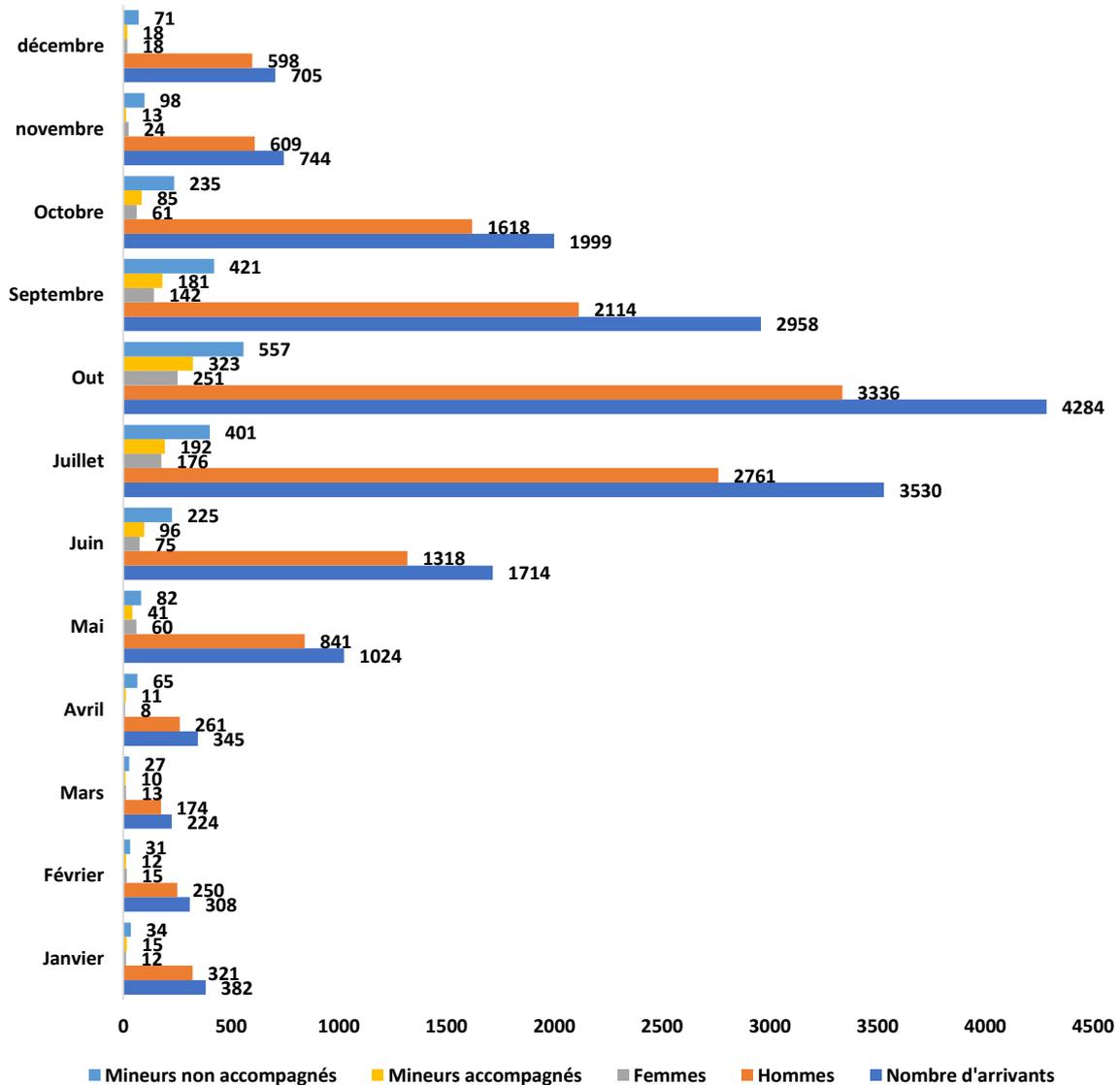
### Nombre de traversées interceptées



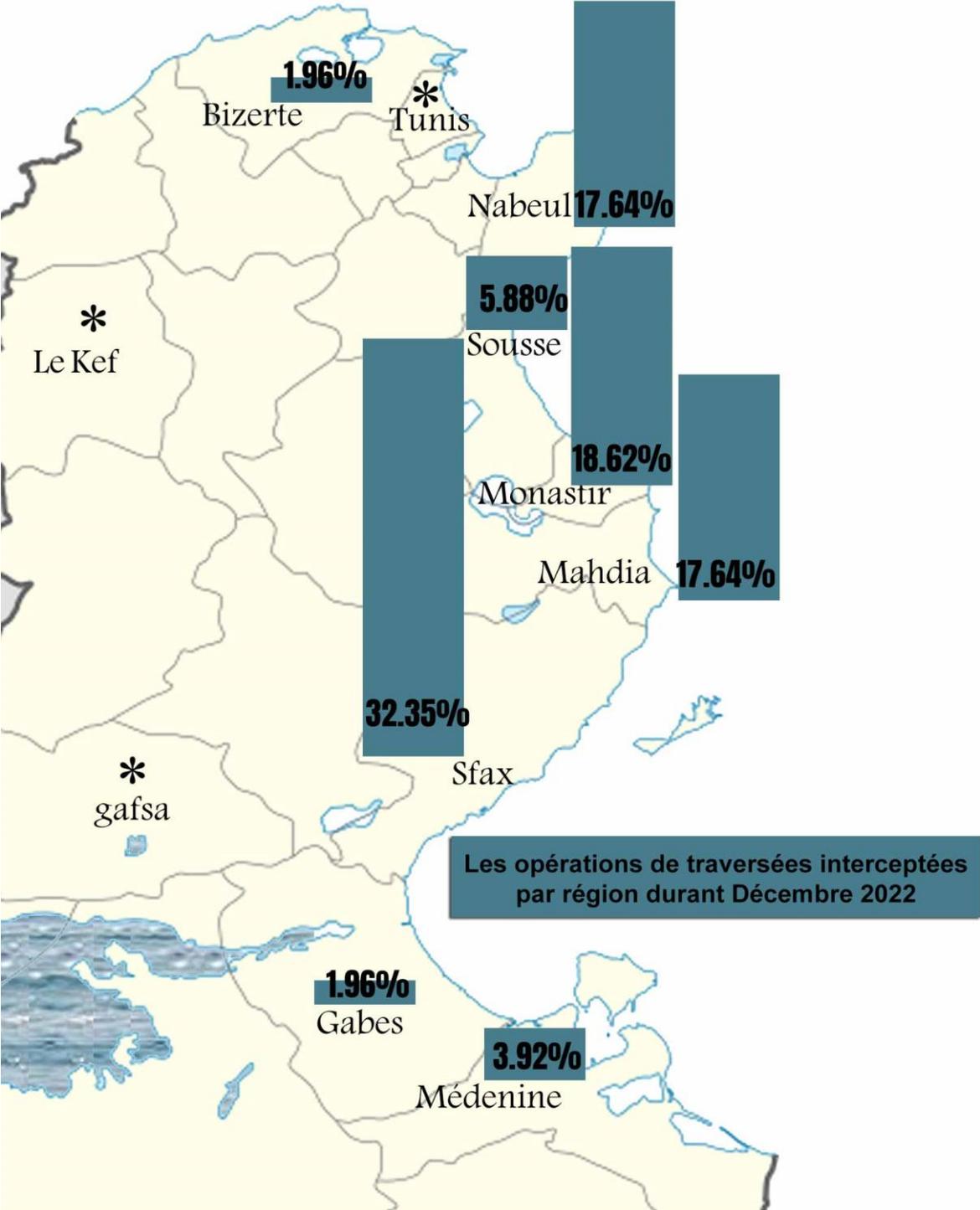
## Nombre des migrants interceptés



## Les arrivants sur les côtes italiennes Décembre 2022

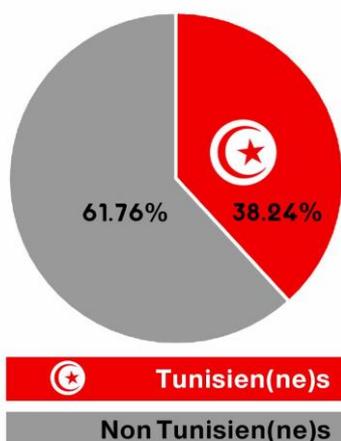


# Les opérations de traversées interceptées par région durant Décembre 2022

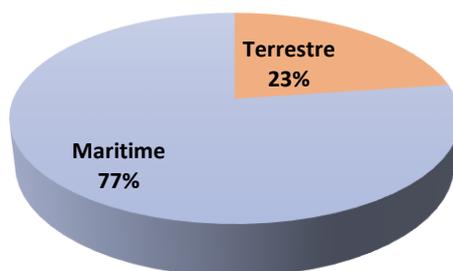


\* La présence de cette marque ne signifie pas que ces régions ne sont pas témoins d'opérations, mais les données officielles publiées dans les notifications n'incluaient pas les opérations interceptées dans ces régions.

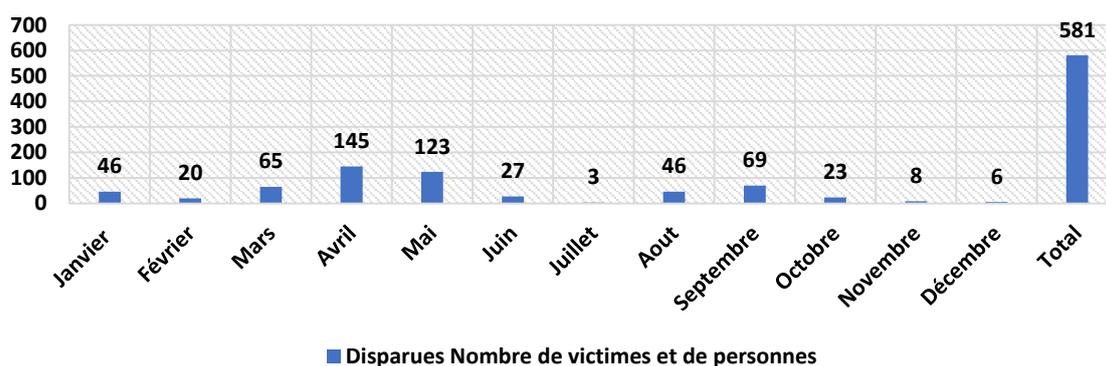
## Les arrivants selon les nationalités durant Décembre 2022



## Les opérations de traversées interceptées durant décembre 2022



## Les drames de la migration non-règlementaire sur les côtes tunisiennes en 2022



Nombre de victimes et de personnes disparues sur les côtes tunisiennes 2022

**461**

Nombre de victimes et de personnes disparues dans la mer méditerranée durant 2022

**1360**

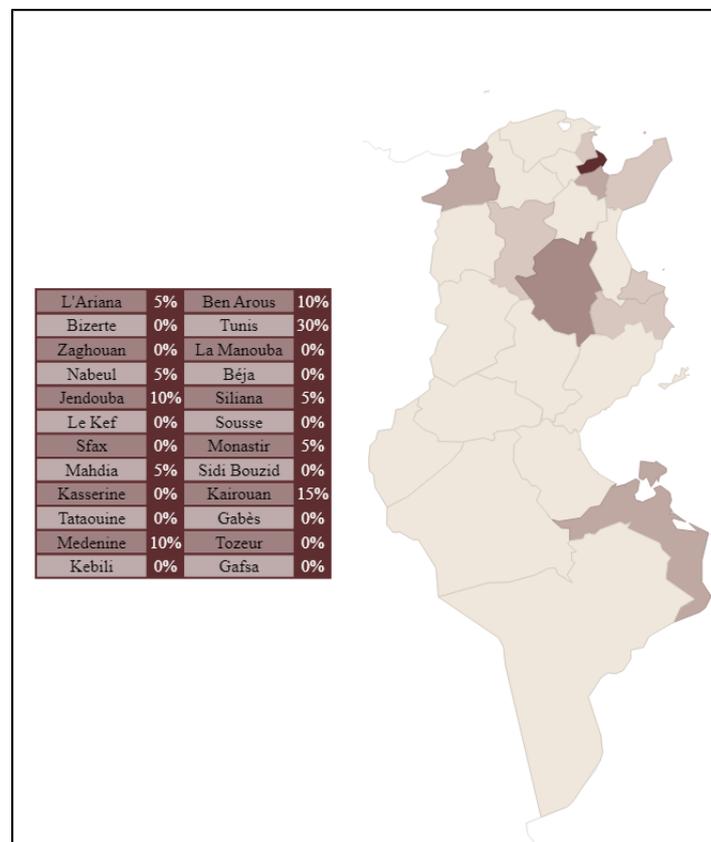
## Bilan des violences du mois de Décembre 2022



Continuant sur la même lancée d'ascension progressive, les violences recensées durant le mois de décembre 2022 ont été distinguée par une signification protestataire qui sert d'indicateur de frustration et de colère chez la population, que ce soit les individus qui perpétuent la violence ou ceux qui la subissent et revendiquent une forme de justice face à son ascension.

### Distribution géospatiale

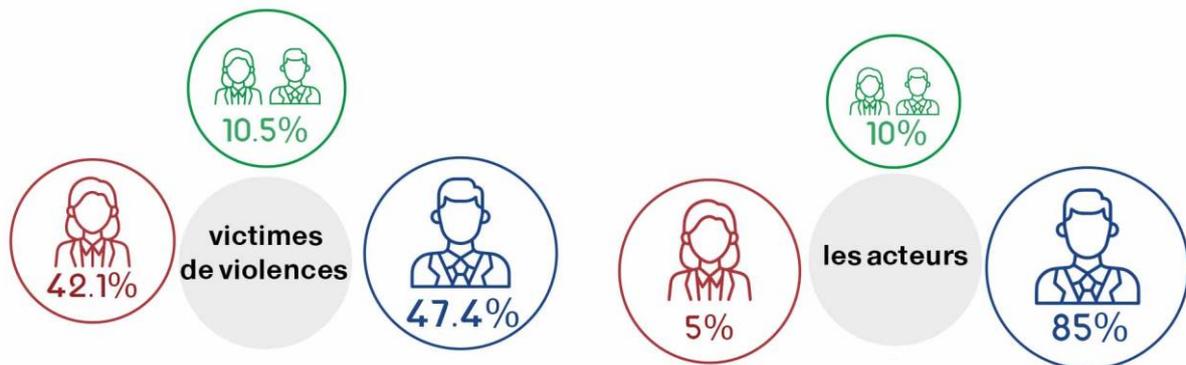
Les actes de violence recensés sont distribués de manière inégale dans les différents gouvernorats tunisiens. A l'instar des mois précédents, Tunis est le lieu où la majorité des actes violents se font observés avec un taux de 30%. Les autres gouvernorats où la violence s'est faite observée sont Kairouan avec un taux de 15%, Ben Arous avec un pourcentage de 10%, Jendouba avec un pourcentage de 10%, et Médenine avec également 10% des cas observés par l'observatoire social tunisien.



## Distribution genrée

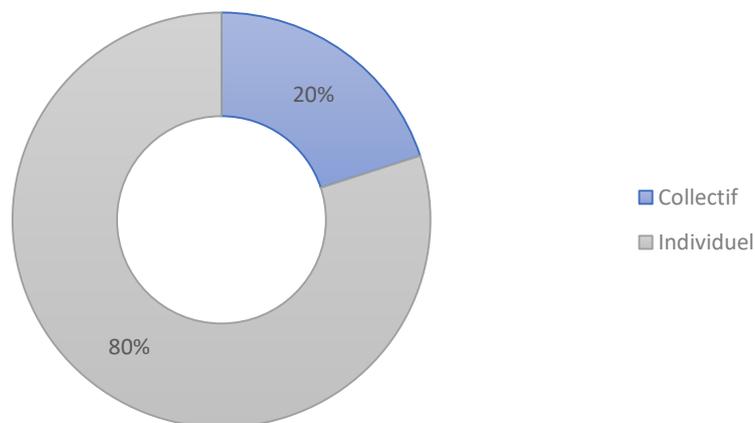
47,4% des victimes de violences sont des hommes 42,1% sont des femmes, et 10,5% sont des groupes agenes.

Concernant les acteurs des actes violents, la majorité est formée par des hommes à savoir 85%. 5% sont des femmes et 10% sont des groupes mixtes.



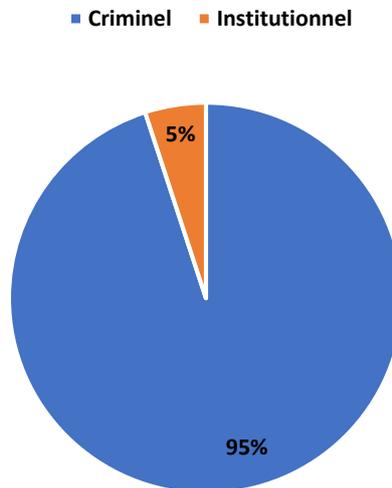
## Sphères des violences

Cette violence s'est exercée dans les deux sphères publiques et privées. 80% étaient des actes de violence interindividuelle et 20% étaient collectives. Le caractère interpersonnel de la violence se fait remarquer en continuité avec le mois de novembre, où les proportions se sont inversées. Il s'agit là de l'accentuation de la violence dans l'espace domestique privé et du retournement vers soi des tendances violentes.



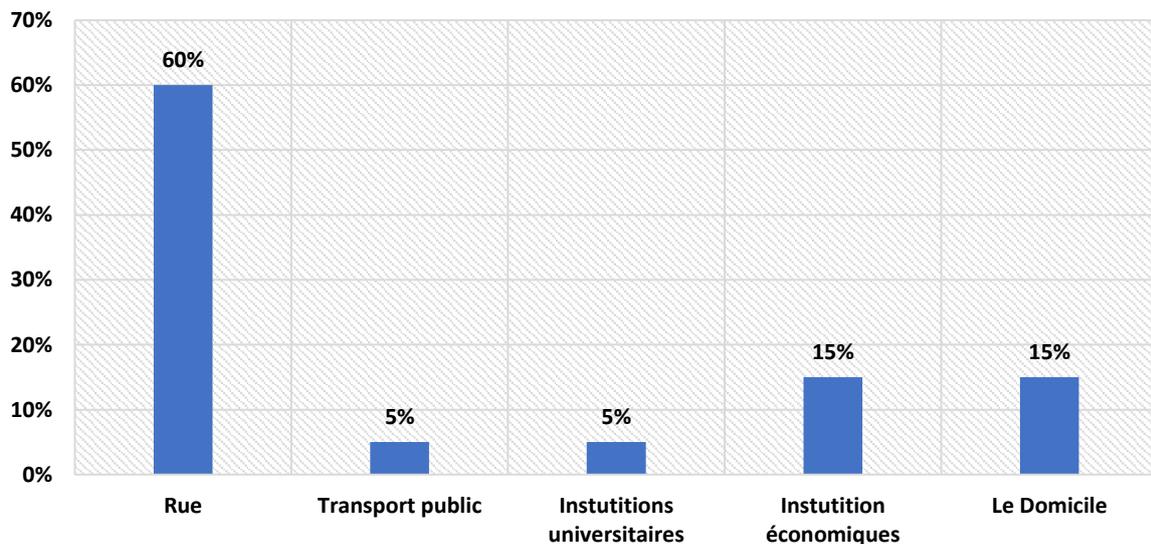
## Typologie de la violence

La diversification des types de violence s'est dissipée durant ce mois, en laissant place à des formes criminelles classiques. 95% ont donc été de type « criminel » et 5% ont été des violences institutionnelles.



## Les espaces de la violence

Les espaces où s'est exercée la violence ont été sociaux et liés à des occupations quotidiennes. 60% ont été exercées dans les rues, 5% dans des transports publics, 5% dans des institutions universitaires (facultés, foyers), 15% dans des institutions économiques, et 15% dans les maisons des individus ciblés directement par cette violence.



Les violences dont le déroulement fut fluctuant durant le mois de décembre 2022 étaient caractérisées par la montée des violences faites aux femmes et aux enfants, ainsi que l'insécurité montante dans l'espace public. D'un côté, les violences subies par les femmes et les enfants s'exercent sur un mode interpersonnel dans la sphère domestique où l'agresseur se trouve souvent être un proche de la personne subissant la violence. Il était souvent question d'un conjoint, d'un père ou d'un voisin. D'un autre côté, la violence criminelle exercée dans l'espace public se révèle comme exutoire de frustrations ou bien des actes utilitaires qui s'expriment par le vol, le kidnapping ou des actes de violence physique.

Les violences contre les femmes recensées durant décembre étaient pour la plupart conjugales et perpétrées par des hommes, un cas récurrent pour les femmes qui s'explique par la domination masculine<sup>12</sup>. La tentative de meurtre d'une avocate par son ancien fiancé, imitant le scandale égyptien de la jeune fille qui a été tué par un homme qu'elle a refusé témoigne de la domination masculine, ancrée culturellement. Le meurtre d'une femme poignardée par son mari et devant ses quatre enfants est également un indicateur de la terreur qui s'exerce sur les corps des femmes et des psychismes des enfants-témoins. D'autres viols et tentatives de viols ont été documentés. Les événements violents subies par les femmes en Tunisie sont néanmoins souvent absents des débats publics<sup>13</sup>. Fondées sur le genre, les violences sont expliquées par la subordination systémique des femmes, en particulier celles qui sont vulnérables sur le plan socio-économique. La défaillance discutée des stratégies de lutte contre la violence contre les femmes et les filles est donc à considérer et ces dernières sont à remédier en fonction des observations, de plus en plus parlantes.

Concernant les enfants, l'équipe de l'observatoire social tunisien a documenté le viol à caractère pédophile d'un enfant à besoins spécifiques dans une mosquée, ainsi que le meurtre d'un bébé et un kidnapping et demande de rançon. L'impact traumatique de ces violences<sup>14</sup> devrait être une préoccupation

---

<sup>12</sup> Smyth, Ailbhe. « Résistance féministe à la violence masculine contre les femmes. Quelles perspectives ? », Nouvelles Questions Féministes, vol. 21, no. 2, 2002, pp. 76-92.

<sup>13</sup> Gautier, Arlette. "Les violences contre les femmes dans les pays en développement." Revue Asylon (s) 1 (2006).

<sup>14</sup> Salmona, Muriel. "L'impact psychotraumatique de la violence sur les enfants : la mémoire traumatique à l'œuvre." doss.«La protection de l'enfance», La revue de santé scolaire & universitaire 4.19 (2013): 21-25.

pressante pour les politiques et les agents gouvernementaux de sécurité. Les enfants faisant face à ces violences sont le maillon le plus fragile de la chaîne des violences qui touche la population, dans un état d'insécurité montante. Les besoins de sécurité sont donc à prendre en compte, en priorisant les franges de la population la plus vulnérable.

D'autres événements ont concerné des braquages, des actes de vandalisme, des mutilations, un patricide et un meurtre motivé par l'extrémisme religieux, parmi d'autres. Ces événements ayant eu lieu dans l'espace public sont des violences urbaines qui marquent un état de désordre et de criminalité<sup>15</sup>. La projection spatiales des rapports sociaux dans l'espace urbain résulte donc dans ces cas de violences qui deviennent de plus en plus difficiles à gérer.

---

<sup>15</sup> Macé, Eric. "Les violences dites urbaines et la ville. Du désordre public au conflit dans l'espace public." Les Annales de la recherche urbaine. Vol. 83. No. 1. Persée-Portail des revues scientifiques en SHS, 1999.

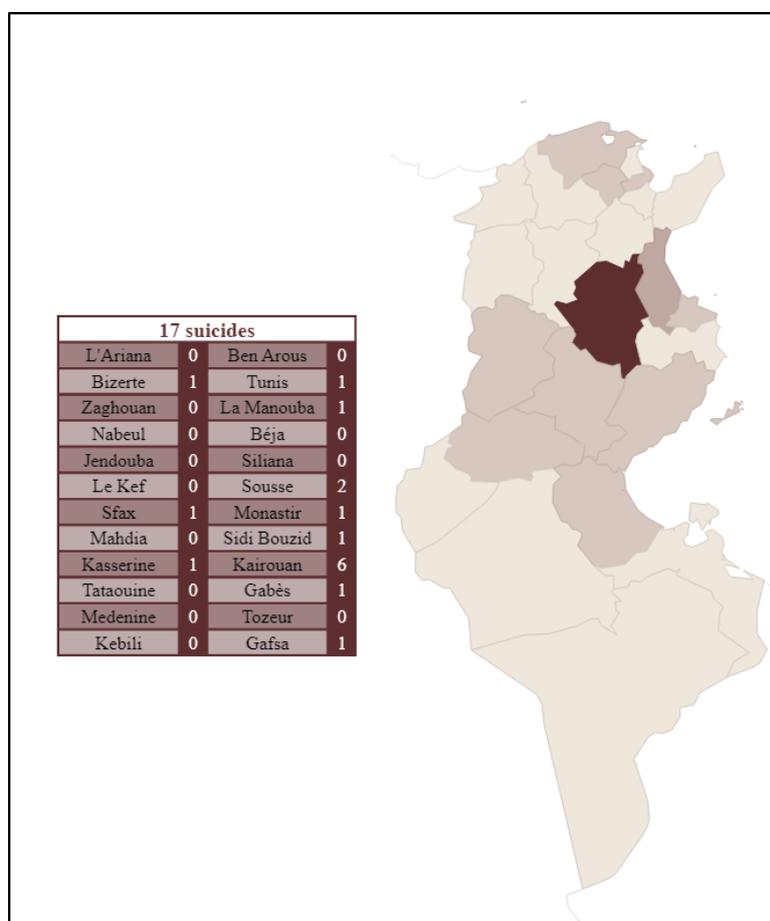
# Les Suicides et tentatives de suicide :



17 suicides et tentatives de suicide ont été recensés durant décembre par l'équipe de l'observatoire social tunisien. Basé sur l'observation de la médiatisation de ces événements sur les médias officiels et non officiels, le recensement concerne les événements les plus publicisés du mois, d'où leur signifiante.

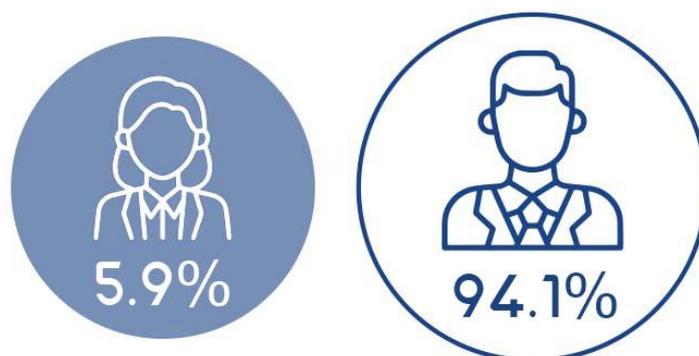
## Distribution géospatiale

La majorité des événements suicidaires ont été observés à Kairouan avec 6 suicides et tentatives de suicides. Deux suicides ou tentatives de suicide ont été documentés à Sousse, un à Bizerte, un à Sfax, un à Kasserine, un à Tunis, un à la Manouba, un à Monastir, un à Sidi Bouzid, un à Gabès, et un à Gafsa.



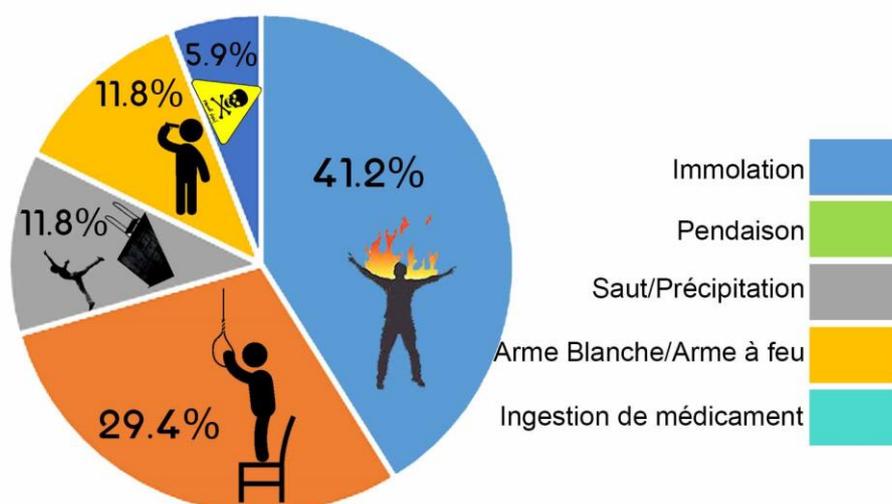
## Distribution genrée

Les hommes demeurent majoritaires parmi les suicidants avec un taux de 94,1%, tandis que les femmes sont représentées par 5,9% des victimes de la violence auto-infligée.



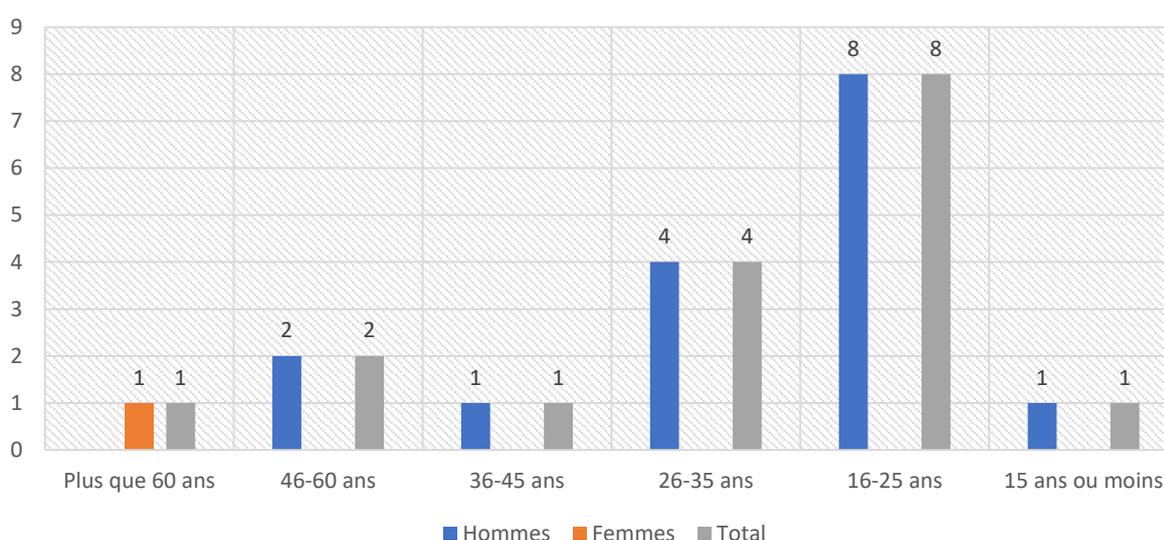
## Typologie des suicides

Parmi les suicides recensés, 41,2% ont été des suicides ou des tentatives de suicides par immolation, 29,4% ont été des suicides ou des tentatives de suicide par pendaison, et 11,8% ont été des conduites suicidaires par saut ou précipitation, 11,8% ont été réalisés avec l'utilisation des armes blanches ou les armes à feu, et 5,9% ont été commis par l'ingestion des médicaments. A l'instar du mois précédent, la technique suicidaire par immolation a été dominante, avec un retour d'autres outils et méthodes de suicides qui étaient absents durant les mois précédents. La portée revendicatrice de ces conduites est donc de plus en plus remarquable.



## Les âges des suicidants

Les suicidants durant ce mois sont pour la majorité, c'est-à-dire huit personnes, des individus dont l'âge s'inscrit dans l'intervalle variant entre 16 et 25 ans. Ces individus sont des jeunes adultes étudiants, ouvriers, travailleurs ou chômeurs, qui commencent à faire face aux difficultés de la vie sur les plans relationnels, sociaux, économiques et politiques. De plus, quatre hommes, âgés entre 26 et 35 ans se sont ou ont tenté de se suicider. Pareillement pour un garçon âgé de moins de 15 ans et un homme âgé entre 36 et 45, deux hommes âgés entre 46 et 60 et une femme de plus de 60 ans.



A Kairouan, le nombre des conduites suicidaires le plus élevé s'est observé. Généralement décrits comme des suicides de protestation. Ce gouvernorat qui est souvent en tête de liste concernant les violences et les suicides continue à manifester des symptômes de détresse, résultantes des difficultés sociales et économiques, du vécu politique anxiogène, ainsi que l'absence et le manque de politiques publiques de santé mentale, souvent centralisées dans la capitale et négligeant les régions intérieures telles que Kairouan<sup>16</sup>.

Le suicide d'une femme âgée de 72 ans à Sousse est également un indicateur de la négligence de la population en Tunisie, où l'Etat ne joue aucun rôle d'assistance aux personnes âgées et laisse le cercle familial de proximité s'en occuper sans supervision. Les failles d'interventions communautaires jouent un

<sup>16</sup> UNDP. Stratégie nationale multisectorielle de promotion de la santé des adolescents et des jeunes 2022 – 2030, 2019, [https://tunisia.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/strategie\\_sante\\_ado\\_jeunes.pdf](https://tunisia.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/strategie_sante_ado_jeunes.pdf)

rôle de catalyseur qui pourrait faire en sorte d'accroître les nombres de personnes âgées suicidantes, dans un contexte social mutant<sup>17</sup>.

En milieu rural, les conduites suicidaires sont par pendants tel que le cas d'un jeune homme et d'un adolescent âgé de 14 ans<sup>18</sup>. Les conduites suicidaires en milieu rural de professionnels agricoles pourraient résulter de mauvaises conditions de vie, des injustices climatiques subies et des conflits familiaux, dans un contexte où la famille est surinvestie. Les décalages de développement entre l'urbain et le rural pourraient motiver des états aigus de détresse<sup>19</sup>. Les dépressions non prises en charge et banalisées pour les hommes ruraux est un élément qui pourrait alors expliquer les conduites suicidaires rapportées.

Un autre jeune a essayé de se suicider par précipitation du haut d'un immeuble, un autre qui s'est jeté dans des égouts et un étudiant a essayé de se suicider en se coupant les veines. Ce désespoir des jeunes qui se suicident ou tentent de se suicider est marquant, étant donné la phase traversée par ces derniers qui se distingue par les changements du rythme de vie et de préoccupations interpersonnelles croissantes.

De plus, un ouvrier dans la station de louages à Kairouan a tenté de se suicider suite au refus de son supérieur de régulariser sa situation professionnelle et un suicide a été recensé devant la direction des affaires sociales à Feriana. Ces conduites se sont inscrites dans un contexte d'impulsivité où le passage à l'acte fut motivé par une frustration relative à un sentiment d'impuissance et d'injustice. Elles sont tantôt le moyen d'exercer une pression afin d'obtenir gain de cause quant à leurs revendications et tantôt un moyen d'exprimer la souffrance non prise en charge par des professionnels.

Les suicides ont eu lieu dans des lieux publics comme le cas d'un jeune adulte qui s'est auto-immolé dans un commissariat de garde nationale protestant l'inflation et les prix des produits alimentaires. La clarté de la formulation des motifs de suicide indique la prévalence d'un suicide de protestation, où celles et ceux qui n'arrivent pas à fuir le pays se tuent à l'intérieur du pays. Étant donné

---

<sup>17</sup> Saïas, T., L. Véron, and V. Lapière. "Prévention du suicide de la personne âgée: la place des interventions communautaires." *Pratiques psychologiques* 19.2 (2013): 103-117.

<sup>18</sup> Previtali 1, Clément. "Les conditions du suicide des professionnels agricoles." *Pensée plurielle* 1 (2015): 105-121.

<sup>19</sup> Creighton, Genevieve, et al. "'You've gotta be that tough crust exterior man': Depression and suicide in rural-based men." *Qualitative Health Research* 27.12 (2017): 1882-1891.

le lieu fréquemment public des suicides et tentatives de suicide, il est possible d'affirmer que ce lieu est désigné comme coupable, vu qu'il est considéré comme espace où s'exerce l'oppression et l'injustice<sup>20</sup>.

La prévention du suicide se pose de plus en plus comme enjeu majeur de santé publique. La hausse continue du risque suicidaire dans le pays devrait alarmer les décideurs et les professionnels de santé mentale. Porter de l'attention aux souffrances formulées par la population, accorder de l'importance à l'influence des inégalités sur la santé des individus, et mettre en œuvre des programmes et des stratégies portées par l'Etat et ses appareils pourraient être des pistes, à travers lesquelles les suicides se verraient diminuer.

---

<sup>20</sup> Surault, Pierre. « 13 – La santé mentale dans le champ des inégalités sociales de santé : les limites des politiques de santé publique », Christophe Niewiadomski éd., Lutter contre les inégalités sociales de santé. Politiques publiques et pratiques professionnelles. Presses de l'EHESP, 2008, pp. 239-251.

## Conclusion

Les événements de décembre 2022 se distinguent par la baisse du nombre des mouvements sociaux et l'augmentation de celui des violences et des suicides. La cartographie des protestations l'inversion de la courbe habituelle des mois historiquement révolutionnaires, tandis que celle des violences et des suicides se caractérise par la continuité et l'augmentation progressive des chiffres recensés. Cela indique un état résultant du malaise social et politique observé durant les mois précédents.

Ce contexte socio-économique et politique est celui d'une crise qui se poursuit depuis des mois. Les mouvances demeurent réactionnelles avec une perte d'espoir de plus en plus marquée. Les élections législatives et les discours et agirs du pouvoir en place continuent à alimenter cette crise, avec une nonchalance décisionnelle qui laisse la population sur sa faim et capable de se prêter à d'autres mouvements violents et de transgression.